

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Bernadette GOIN-DEMAY, Maire de la commune de Berry-Bouy certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 29/07/2025 et jusqu’à sa clôture 24/09/2025

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Berry-Bouy, le 25/09/2025

Le Maire



(Nom, signature et cachet)



BOURGES

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M Pascal QUENEZ, directeur Habitat et Urbanisme Durables à la ville de Bourges, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans le panneau d’affichage réglementaire municipal à compter du 1^{er} août et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Bourges, le 29 septembre 2025

Pour le Maire de Bourges

Par délégation de signature

Pascal QUENEZ

(Nom, signature et cachet)



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M Pascal QUENEZ, directeur Habitat et Urbanisme Durables à la communauté d’agglomération de Bourges Plus, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans le panneau d’affichage réglementaire du siège de l’agglomération à compter du 28 juillet et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

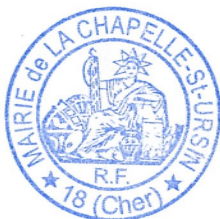
A Bourges, le 29 septembre 2025



Pour la Présidente de Bourges Plus

Par délégation de signature

Pascal QUENEZ



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Jean-Marie VOLLOT, Maire de la commune de La Chapelle Saint-Ursin, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 08/08/2025 et jusqu’à sa clôture 23/09/2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A La Chapelle St Ursin, le 24/09/2025

Le Maire

(Nom, signature et cachet)

Jean-Marie VOLLOT
Mairie LA CHAPELLE-SAINT-URSIN



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Bruno FOUCHET, Maire de la commune de LE SUBDRAY, certifie que l'avis d'enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d'affichage réglementaire municipaux à compter du 11 août 2025 jusqu'à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A LE SUBDRAY, le 24 septembre 2025

Le Maire, Bruno FOUCHET

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Mme. SEGWIN Evelyne, Maire de la commune de Limay - Lochy, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 28/07/25 et jusqu’à sa clôture 25/09/25.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Limay - Lochy, le 25 septembre 2025

Le Maire

E. SEGWIN


(Nom, signature et cachet)



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné M... B. DUPÉLAT....., Maire de la commune de
..... NORMAGNE....., certifie que l'avis d'enquête
publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Mehun-sur-
Yèvre a été affiché dans les panneaux d'affichage réglementaire municipaux à
compter du ... 5 Août..... et jusqu'à sa clôture 23 Septembre.....

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A ... Normagne....., le ... 23 Septembre...

Le Maire

(Nom, signature et cachet)



Direction des Affaires Générales
Etat civil / services à la population
Edith MOREAU - 02 48 57 00 49
edith.moreau@ville-mehun-sur-yevre.fr

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Monsieur Jean-Louis SALAK, Maire de la commune de MEHUN-SUR-YÈVRE certifie que, l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire à compter du 23 juillet 2025 et jusqu’au 26 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

À MEHUN-SUR-YÈVRE, le 9 octobre 2025,

Le Maire,

Jean-Louis SALAK

**VILLE DE
MEHUN-SUR-YEVRE**



POLICE MUNICIPALE
1 Rue PASTEUR
18500 MEHUN SUR YEVRE
Tél: 0248570611

NATURE DES FAITS:

Affichage avis d'enquête
publique,
Projet de modification de droit
commun du Plan Local
d'Urbanisme Intercommunal
Bourges Plus et du Plan Local
d'Urbanisme de Mehun-sur-
Yèvre

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Maire (1 ex.),
- Monsieur le Directeur
Général
des Services (1 ex.),
- Madame la Directrice
des Affaires
Générales (1ex.),
- **Service urbanisme**
(1ex.),
- Archives du service
(1ex),

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAPPORT DE CONSTATATION

N°2025-07-31 du 28/07/2025

(Article 429 et 537 du Code de Procédure Pénale)

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq juillet à seize heures et
trente neuf minutes.
Nous soussigné(s), Gardien/Brigadier REPKA Estelle,
Assisté(s) de

Agent(s) de police judiciaire adjoint(s) dûment agréé(s) et
assermenté(s),
revêtu(s) de notre uniforme et en résidence à MEHUN-SUR-
YEVRE

Vu les articles :

- **L.2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités
Territoriales,**
- **21, 21-2°, 21-2, D14-1, 73 et 78-6 du Code de Procédure
Pénale,**
- **L511-1 à L515-1 du Code Sécurité Intérieure,**

Vu les instructions reçues, rapportons les opérations suivantes :

PREAMBULE:

—Dans le cadre du projet de modification de droit commun du
plan local d'Urbanisme Intercommunal Bourges Plus et du Plan
d'Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre (18500), une enquête
publique sur ce projet est ouverte durant la période du lundi 25
août 2025 à 9h au mardi 23 septembre 2025 à 16h30.

—Madame MOREAU Edith, Directrice des affaires générales à
la mairie de Mehun-sur-Yèvre, nous sollicite afin de constater
que l'affiche relative à cet avis d'enquête publique soit bien mis
en place et visible sur le panneau d'affichage de la mairie.

CONSTATATIONS :

—Ce jour, le vendredi 25 juillet 2025 à 16h39, nous nous
rendons à la mairie de Mehun-sur-Yèvre (18500) afin de
constater que l'affiche relative à cet avis d'enquête soit bien
affichée sur la panneau d'affichage.

—Nous constatons la présence de l'avis d'enquête (cf
Photographies n°01 et 02).

MESURES PRISES :

--Après vérification, il apparaît que l'affiche de l'avis d'enquête a été affichée le mercredi 23 juillet 2025 par Madame MEUNIER Isabelle du service urbanisme.

CLÔTURE ET TRANSMISSIONS :

Rapport fait pour être transmis à Monsieur l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent et à Monsieur le Maire de MEHUN-SUR-YEVRE.

En conséquence, nous avons rédigé le présent rapport à toutes fins que vous jugerez utiles.

Fait et clos à MEHUN-SUR-YEVRE
Le 28/07/2025

Les agents de Police Judiciaire adjoints
Nom(s) et signature(s)

Estre
Gardien
Police
18500 MEHUN-SUR-YEVRE

Vu et transmis le 28/07/2025, par le chef de service

Jean-François LE SONN
Chef de Service
Police Municipale
18500 MEHUN-SUR-YEVRE



Unité	Police Municipale de MEHUN SUR YEVRE			
N° Rapport	2025-07-31	N° Annexe		

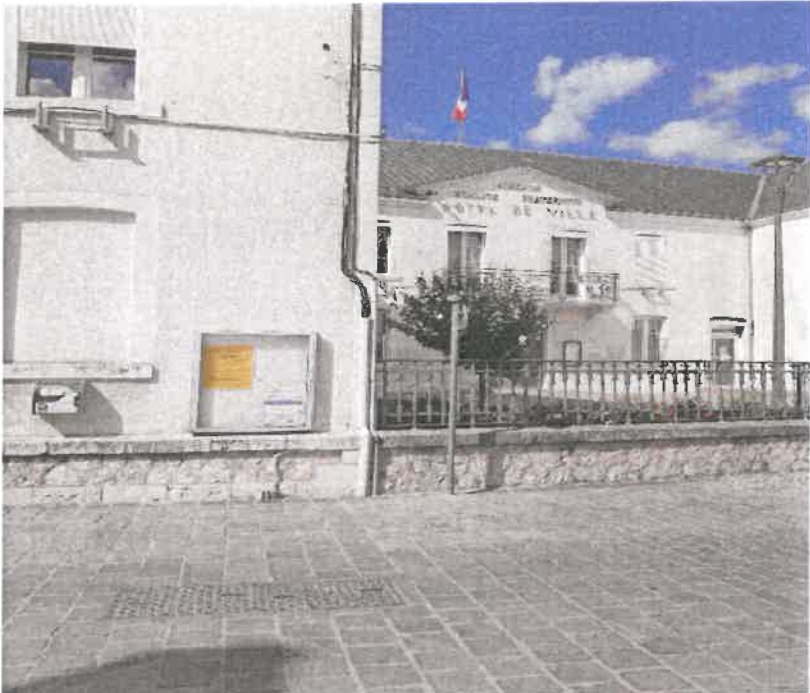
PLANCHE


PHOTOGRAPHIQUE



Nombre de clichés

2

	<table> <tr> <th data-bbox="1056 230 1324 309">Photo N°</th><th data-bbox="1324 230 1516 309">1</th></tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="1056 309 1516 965"> <p>Vue générale de la mairie avec le panneau d'affichage et l'affiche relative à cet avis d'enquête</p> </td></tr> </table>	Photo N°	1	<p>Vue générale de la mairie avec le panneau d'affichage et l'affiche relative à cet avis d'enquête</p>	
Photo N°	1				
<p>Vue générale de la mairie avec le panneau d'affichage et l'affiche relative à cet avis d'enquête</p>					

	<table> <tr> <th data-bbox="1056 1066 1324 1144">Photo N°</th><th data-bbox="1324 1066 1516 1144">2</th></tr> <tr> <td colspan="2" data-bbox="1056 1144 1516 2016"> <p>Vue rapprochée de cette affiche</p> </td></tr> </table>	Photo N°	2	<p>Vue rapprochée de cette affiche</p>	
Photo N°	2				
<p>Vue rapprochée de cette affiche</p>					

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. ARCHAMBAULT FABRICE, Maire de la commune de MORTHOMIERS, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 29 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture 23 Septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Morthomiers, le 24 Septembre 2025

Le Maire, Fabrice ARCHAMBAULT



(Nom, signature et cachet)

Mail 25/03/25

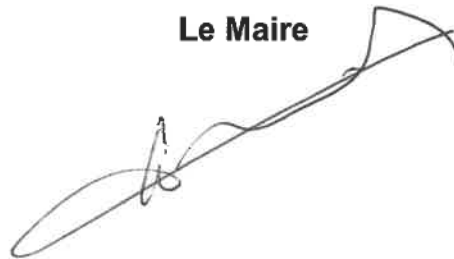
CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Monsieur Patrick BRENIER....., Maire de la commune de Plaimpied-Givaudins....., certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 18 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Plaimpied-Givaudins....., le 02/10/2025....

Le Maire



(Nom, signature et cachet)



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Richard BOUDET, Maire de la commune de Saint-Doulchard, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 29 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Saint-Doulchard, le - 2 OCT. 2025



Le Maire

Richard BOUDET.



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Marie-Christine BAUDOUIN Maire de la commune de Saint Germain du Puy certifie que l’avis d’enquête publique sur la modification de droit commun n°4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché à la porte de la Mairie à compter du 24 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Saint Germain du Puy, le 29 septembre 2025



La Maire

Marie-Christine BAUDOUIN

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

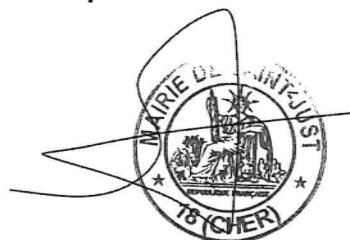
Je soussigné M. GARCIA Stéphane, Maire de la commune de Saint Just, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 25 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025 .

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Saint Just , le 23/09/2025

Le Maire

Stéphane GARCIA



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M.*r. Denis Boret*....., Maire de la commune de
.....*St Michel de Volpange*....., certifie que l’avis d’enquête
publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme
Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-
Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à
compter du *25 juillet 2025* et jusqu’à sa clôture*25 septembre 2025*

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A*St Michel de Volpange*....., le*30 septembre 2025*

Le Maire

The block contains a handwritten signature 'Denis Boret' in black ink, which is partially enclosed by a blue circular official stamp. The stamp features a central emblem and the text 'MAIRIE DE ST-MICHEL-DE-VOLPANGE' around the perimeter. A large, sweeping black checkmark is drawn over the signature and the stamp.

(Nom, signature et cachet)



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Franck BRETEAU, Maire de la commune de Trouy, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 25 juillet 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 septembre 2025 inclus.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Trouy, le 25 septembre 2025

Le Maire

Franck BRETEAU



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Madame LEFEBVRE Corinne, Maire de la commune de VORLY., certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 25 Juillet 2025 jusqu’à sa clôture le 23 Septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

à VORLY le 23 septembre 2025

Le Maire



Maire

MAIRIE d'ANNOIX



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Alain MAZE, Maire de la commune de ANNOIX, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 1er Août 2025 et jusqu’à sa clôture le 23 Septembre 2025.

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A ANNOIX, le 30 septembre 2025

Le Maire Alain MAZE



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné M. Olivier NICOLAS, 1^{er} adjoint au Maire de la commune d’Arçay, certifie que l’avis d’enquête publique de la modification de droit commun n° 4 du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus et n°2 du Plan Local d’Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre a été affiché dans les panneaux d’affichage réglementaire municipaux à compter du 8 aout 2025 et jusqu’à sa clôture 24 septembre 2025

Fait le présent certificat pour service et valoir ce que de droit.

A Arçay, le 24 septembre 2025

Le Maire,

Olivier NICOLAS
Adjoint au Maire,
Pour Maire empêché



ANNEXES 5

5.1 PV de Synthèse

5.2 Réponse au PV de Synthèse

Saint Amand Montrond, le 29 septembre 2025

Monsieur Didier RAFFAULT
2 rue Fournier-Demars
18200 Saint Amand Montrond

à

Madame la Présidente Communauté de
communes Bourges Plus

Procès verbal de synthèse de l'enquête publique

Références : 1) Article R123-18 du Code de l'environnement

Annexe : Deux annexes

Conformément aux documents de références, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe le procès-verbal de synthèse de l'enquête publique s'agissant de la modification de droit commun n°4 du PLUi de l'agglomération de Bourges Plus et de modification de droit commun n°2 du PLU de la commune de Mehun sur Yèvre.

L'annexe 1 est un résumé statistique du déroulement de l'enquête.

L'annexe 2 est une synthèse des observations du public et les questions du commissaire enquêteur

Bourges Plus a 15 jours, à compter du jour de remise et présentation du PV de synthèse, pour apporter des réponses au commissaire enquêteur à toutes les questions posées, soit le 13 octobre 2025.

Le présent document établi a été remis et commenté à Monsieur l'Adjoint à la communauté de commune Bourges Plus chargé de l'urbanisme.

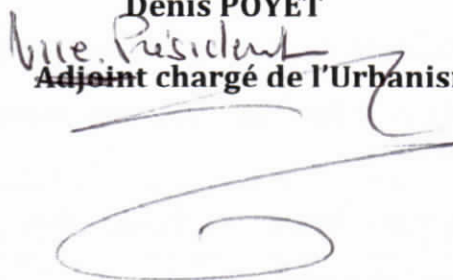
Didier RAFFAULT

Commissaire enquêteur



Denis POYET

Adjoint chargé de l'Urbanisme



ANNEXE 1 à la lettre du 29 septembre 2025

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans un climat plutôt serein.
Il n'a pas été nécessaire de programmer de réunion publique durant l'enquête.

1 Permanences

Les 4 permanences se sont déroulées dans les lieux d'enquête conformément à l'article 5 de l'arrêté n° A_ARP2025_021 pris par madame la Présidente de la communauté d'agglomération Bourges Plus :

Dates de permanence	Horaires de permanence	Lieux de permanence
Lundi 25 août 2025	09h00-12h00	Siège Bourges Plus
Vendredi 05 septembre 2025	08h30-12h00	Mairie de Mehun-sur-Yèvre
Mercredi 10 septembre 2025	14h00-17h00	Mairie de Saint-Just
Mardi 23 septembre 2025	13h30-16h30	Siège Bourges Plus

Durant ces permanences, le commissaire enquêteur a rencontré :

	Nombre de visiteurs	Autorités locales
Bourges Plus	6	2
Mehun sur Yèvre	2	1
Saint Just	1	1

13 personnes dont 4 personnes qui sont les maires et/ou représentants élus ou salariés

2 Observations reçues sur les registres papier

Le public a utilisé les différents moyens mis à sa disposition pour faire part d'observations :

Moyens utilisés	Bourges Plus	Mehun sur Yèvre	Saint Just	Total contributions
Registres papier	4	2	1	7
Courrier déposé ou envoi postal	4			4
		Total		11

Il est à noter que

- Monsieur Lelièvre, lors de sa venue le 23 septembre 2025 pendant la permanence à Bourges Plus, a remis en plus de sa lettre un dossier ;
- La société Melvan a laissé des documents pour appuyer sa contribution par lettre déposée en permanence du 23 septembre 2025 à Bourges Plus ;
- La société KNDS a laissé des documents pour appuyer sa contribution par lettre déposée en permanence du 23 septembre 2025 à Bourges Plus.
- Une lettre concernant des terrains de la commune de Marmagne et un projet d'une centrale photovoltaïque ;
- La société AMMO France, ex Nexter devait vendre ses terrains à Engie pour la construction d'un parc photovoltaïque. La demande de changement de zonage devenue en Uln, est prise en compte selon le registre des délibérations du conseil communautaire en date du 30 janvier 2025. La société AMMO souhaiterait garder une parcelle de terrain dans le terrain promis à Engie pour réaliser son projet concernant la construction d'un tunnel de Tir.

3 Observations reçues sur le registre numérique

3.1 Consultations du site

Le registre numérique PREAMBULES nous apprend que le registre a reçu 972 visiteurs. 91 visiteurs ont téléchargé au moins un document du dossier.

Fréquentation



Téléchargements

110 documents ont été téléchargés. Les documents disponibles sur préambules concernant le téléchargement de fichiers sont limités à l'avis d'enquête et l'arrêté d'enquête publique.

Nom du fichier	Téléchargements
Avis d'enquête publique	58
Arrêté d'enquête publique	52

En récapitulatif, l'enquête a suscité 19 contributions. Une société a émis une contribution sur préambules et la même contribution par lettre reçue au siège de l'enquête.

ANNEXE 2 à la lettre du 29 septembre 2025

Cette annexe comprend 2 parties : une partie est relative aux observations et aux questions du public, l'autre concerne les questions du commissaire enquêteur.

Contributions numériques

Le registre numérique compte 7 contributions. Elles sont identifiées par un numéro donné par le système Préambules.

Une 8^{ème} contribution a été notée hors délai.

1 Observations/ questions du public

Les observations / questions du public sont identifiées par lieu de registre soit : B000 pour Bourges, MY000 pour Mehun sur Yèvre, SJ000 pour Saint-Just.

Pour plus de clarté, elles sont traitées par communes. La synthèse présentée infra s'appuie sur une exploitation des trois registres papier et du registre numérique.

Les lettres et mails reçues dans les lieux de permanence et le siège de l'enquête sont identifiées en commençant par une lettre majuscule. Les communes concernées par les contributions sont :

	Registres	Lettres mails
Bourges	B001, B002, B003, B004	A, D, E, F, H
Mehun sur Yèvre	MY001, MY002	
Saint Just	SJ001	

La contribution de monsieur Roux, arrivée hors délai, porte la lettre H.

Commune de Annoix

Contribution B001, messieurs FOLTIER Didier, Jean-Marie et Thierry

Objectif : parcelle AA0003 qui était constructible ne l'est plus dans le projet du PLUi

Contribution B002, monsieur FOLTIER Jean-Marie

Objectif : La parcelle AC0032 était constructible, le nouveau PLUi a supprimé cette possibilité.

Contribution B003, monsieur FLEURY

Objectif : Parcelles AC 28,11, les parcelles étaient constructibles avec la carte communale. Demande de retour en constructible des parcelles.

Commune d'Arçay

Contribution 8 Monsieur ROUX

Objectif : Créer un projet photovoltaïque de trufficulture. Projet identifié dans les délibérations du conseil communautaire du 30 janvier 2025

Commune Le Subdray

Contribution 3 Monsieur PETIFIS

Objectif : rendre une partie de la parcelle agricole de mon terrain en parcelle constructible, parcelle référencée 448 est divisée entre ces 2 zones.

Commune de Marmagne

Contribution 2, Monsieur le maire de la commune de Marmagne, terrain identifié «les Chaumes»

Lettre G, Monsieur le maire de la commune de Marmagne

Lettre A, Société ERG

Objectif changement zone classée UEa en zone acceptant l'installation d'un parc photovoltaïque sur une future friche (abandon de terrains par la société Eurovia)

Commune de Mehun sur Yèvre

Contribution 5, monsieur CLAVIER

Objectif : changement de zone situé au Ailis (retrait zone 2AU demandé)

Contribution MY001, monsieur EL QADMYRY

Objectif : Désenclavement des parcelles 0049 et 0050

Contribution MY002, monsieur BRUNEAU

Objectif : Désenclavement des parcelles 0051 et 0052

Commune de Saint Just

Contribution SJ001, monsieur ROUX

Objectif : se dit favorable au projet photovoltaïque

Commune de Trouy

Contribution 4, monsieur BRETEAU, maire de Trouy

Objectif : Le projet de modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) que vous présentez ici, n'apporte pas de modification au zonage graphique en ce qui concerne la commune de Trouy. Sur la commune de Trouy, au site dit « Les carrières des Talleries » , la société MELVAN a proposé un projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur 2 hectares. L'emprise de ce projet porte sur les parcelles ZB 51 / 52 / 53 / 281. Ancien site exploité en carrière dans les années 70, puis en centre d'enfouissement technique, ce secteur répond aux conditions d'éligibilité de la Commission de Régulation de l'Energie dans la catégorie Cas – Terrains dégradés, c'est ce que soulignait le courrier du 18/10/2023 de la société MELVAN qui vous a été adressé pour solliciter une modification de zonage de ces parcelles, à savoir un zonage Nln.

Lettre E, société Melvan

Objectif : Projet de centrale photovoltaïque au sol d'une puissance inférieure à 1MWc à installer sur une zone de friche section ZB 51, 52, 53, 281 qui seront classées N dans le futur PLUi. 2 courriers échange avec Bourges Plus sont annexés au dossier .

PLUi règlement

Contribution B004, monsieur LELIEVRE

Objectif : Tenir compte dans le règlement des vues classées à 30 kilomètres, Demande des panneaux photovoltaïque sur les toits car cela consomme moins de foncier.

2 Questions du commissaire enquêteur

Q1 : La contribution de monsieur Roux, pour un projet de parc photovoltaïque inférieur à 1 ha sur la commune d'Arçay, est arrivée hors délai. Cette commune est intégrée dans la communauté de communes de Bourges Plus. Normalement l'enquête ne doit pas intégrer cette contribution. Néanmoins, vu le déroulement très favorable à l'écoute du public par sa concertation mise en place, ses affichages en mairies, sur internet de l'enquête, Bourges Plus peut-il prendre en compte cette contribution ?

Q2 Consultation des Communautés de communes voisines

Avez-vous questionné les communautés de communes voisines autre que FerCher ? Si oui, avez-vous les dépôts de demandes ?

Q3 Plantation dans les parcs photovoltaïques

Bourges Plus a prévu des plantations autour des parcs photovoltaïques. Quelles sont les essences privilégiées à imposer pour ce faire en ayant à l'esprit les recommandations du SDIS à savoir lutter contre les incendies par ralentissement de la propagation des feux au sol et évitement par sauts de feux ?

Q4

Le PLU de Mehun sur Yèvre dans son article U2 limite la hauteur maximum de l'installation à 2,5 mètres, alors qu'il autorise 3 mètres dans l'article U10 comme hauteur maximum de l'installation au sol ?

Q5 Clôtures pour parc photovoltaïque

Le règlement écrit fixe page 18, pour les clôtures et son grillage, un maillage **minimum** de 15 x 15 pour le passage de la petite faune. N'est-ce pas un maximum qu'il faudrait lire ?

Q6 : Page 42 du règlement écrit du PLU de Mehun sur Yèvre, il est abordé dans l'article N1 la notion d'installations photovoltaïques flottants. Pourquoi ne pas étendre cette possibilité d'installation dans l'autorisation de PLUi ?

Q7 Une différence d'autorisation de hauteur des positifs entre le règlement du PLU de Mehun sur Yèvre à savoir Article U10 page 14 le règlement dans le sous-secteur US où la hauteur est limitée à 3 mètres et l'article U2 dans les secteurs Ue la hauteur du dispositif est de 2,5 mètres. Qu'en est-il ?



Didier RAFFAULT

2 rue Fournier-Demars

18200 Saint-Amand Montrond

HABITAT URBANISME DURABLE

Référence : AP/2025.24871

Affaire suivie par Aline PAGNOT

Tél : 02 48 57 80 00

aline.pagnot@agglo-bourgesplus.fr

Bourges, le 10 OCT. 2025



Objet : Mémoire de réponse - Enquête publique modification n°4 du PLUi et n°2 du PLU de Mehun-sur-Yèvre

Pièce jointe : Mémoire de réponse

Monsieur le commissaire enquêteur,

À l'issue de l'enquête publique portant sur la modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Mehun-sur-Yèvre pour laquelle vous avez été désigné commissaire enquêteur. Vous avez communiqué à mes services votre procès-verbal de synthèse.

Ce document fait état du déroulement de l'enquête publique, notamment des contributions du public et de vos demandes d'éclairage.

Par la présente, vous trouverez les éléments de réponse de l'agglomération, maître d'ouvrage des projets, qui ont été déclinés comme suit :

- Observations et questions du public
- Questions du commissaire enquêteur

Mes services restent à votre disposition pour toute précision que vous jugeriez utile.

Je vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Présidente et par délégation,

Denis POYET
Vice-Président

Mémoire de réponse - Enquête publique modification n°4 du PLUi et n°2 du PLU de Mehun-sur-Yèvre

Observations et questions du public

Commune d'Annoix

Contributions B001, B002 et B003 : Les contributeurs demandent de rendre constructibles des parcelles.

Le changement de zonage d'agricole ou naturelle à constructible nécessite une procédure de révision du PLUi.

Commune d'Arcay

Contribution 8 : Le contributeur demande la prise en compte des projets inférieurs à 1MWc (« petit sol ») en zone agricole.

Remarque du commissaire enquêteur : Projet identifié dans les délibérations du conseil communautaire du 30 janvier 2025.

Les projets photovoltaïques en zone agricole sont comptabilisés dans la consommation d'espace sauf s'ils répondent aux conditions règlementaires agrivoltaïques. Les projets de moins de 1 MWc ne répondent pas aux conditions de l'agrivoltaïsme, l'agglomération n'est donc pas favorable à leur développement en zone agricole.

Le projet mentionné dans le bilan de concertation du 30 janvier 2025 est un autre projet agrivoltaïque, de trufficulture sur les communes d'Arcay et Lapan.

Commune Le Subdray

Contribution 3 : Le contributeur demande le reclassement de 2 000 m² de zonage agricole à urbanisable afin de régulariser une construction d'abri pour ânes.

La modification en cours porte sur le développement des énergies renouvelables. La demande sera étudiée lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

Commune de Marmagne

Contributions 1, 2, A et G : Les contributeurs demandent le changement de zonage de l'emprise EUROVIA (qui est appelée à cesser son activité) en zone acceptant l'installation d'un parc photovoltaïque sur une future friche.

L'agglomération est favorable au changement de zonage de l'emprise classée UEa (économique) en ULn (secteur à vocation d'installations et d'équipements de production d'énergies).

Commune de Mehun-sur-Yèvre

Contribution 5 : Le contributeur demande le retrait du zonage 2AU aux Ailis

Contributions MY001 et MY002 : Les contributeurs demandent le désenclavement de parcelles.

La modification en cours porte sur le développement des énergies renouvelables. Les demandes seront étudiées lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLU de Mehun-sur-Yèvre.

Commune de Trouy

Contributions 4 et E : Les contributeurs demandent le classement de l'ancienne carrière des parcelles ZB 51, 52, 53 et 281 à Trouy, lieu-dit « Les carrières des Talleries », de zone N (Naturelle) en Nln (Naturelle pouvant accueillir des sites de production d'énergie renouvelable).

L'agglomération est favorable à ce changement de zonage. Néanmoins le projet devra prendre en compte les linéaires de haies classées au PLUi, dans la réalisation du projet.

PLUi règlement

Contribution B004 : Le contributeur demande de prendre en compte dans le règlement des vues classées à 30 km et de privilégier les panneaux photovoltaïques sur toiture.

Le PLUi réglemente d'ores et déjà les cônes de vue de la cathédrale et les panneaux photovoltaïques sur toiture.

L'agglomération souhaite également apporter une réponse aux contributions suivantes :

Commune de Trouy

Contribution 4 : Le contributeur demande le classement en zone Nln (Naturelle pouvant accueillir des sites de production d'énergie renouvelable) d'un ancien dépôt de chantier, parcelle AC 2 classé en Zone d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAE nR).

Suite à l'élaboration du PLUi, l'agglomération a fait le choix d'inscrire en zone Nln ou ULn (zonages pouvant accueillir des sites de production d'énergie renouvelable) que les projets ayant fait l'objet d'études préalables démontrant leur faisabilité et ceux indépendamment des ZAE nR.

À ce jour, aucun projet d'étude sur le site de l'ancien dépôt de chantier à Trouy n'a été engagé. Cette demande est donc prématurée.

Contribution 4 : Le contributeur demande le classement en zone NLn d'un projet agrivoltaïque ovins.

Les projets agrivoltaïques sont autorisés en zone A (agricole) et ne nécessitent pas un zonage particulier.

Commune de Bourges

Contribution D : Le contributeur demande le reclassement d'une partie des parcelles classées ULn (secteur à vocation d'installations et d'équipements de production d'énergies) de son site pour un projet de développement.

Conformément au plan fourni, le zonage photovoltaïque va être redéfini.

Règlement

Contribution 6 : Le contributeur préconise la réécriture de certaines règles paysagères et de biodiversité pour améliorer la mise en œuvre.

Contribution 7 : Le contributeur demande la réglementation des batteries solaires.

L'agglomération procédera à des ajustements réglementaires.

Questions du commissaire enquêteur

Q1 - La contribution de monsieur Roux, pour un projet de parc photovoltaïque inférieur à 1 ha sur la commune d'Arçay, est arrivée hors délai. Cette commune est intégrée dans la communauté de communes de Bourges Plus. Normalement l'enquête ne doit pas intégrer cette contribution. Néanmoins, vu le déroulement très favorable à l'écoute du public par sa concertation mise en place, ses affichages en mairies, sur internet de l'enquête, Bourges Plus peut-il prendre en compte cette contribution ?

L'agglomération a décidé d'étudier la contribution de monsieur Roux bien qu'arrivé hors délai.

Les projets photovoltaïques en zone agricole sont comptabilisés dans la consommation d'espace sauf s'ils répondent aux conditions réglementaires agrivoltaïques. Les projets de moins de 1 MWc ne répondent pas aux conditions de l'agrivoltaïsme, l'agglomération n'est donc pas favorable à leur développement en zone agricole.

Q2 - Consultation des Communautés de communes voisines : Avez-vous questionné les communautés de communes voisines autres que FerCher ? Si oui, avez-vous les dépôts de demandes ?

Conformément à l'article L.153-40 du code de d'Urbanisme, la communauté d'agglomération de Bourges Plus a transmis les dossiers de modifications à l'ensemble des communautés de communes voisines par courrier électronique le 31 mars 2025.

Q3 - Plantation dans les parcs photovoltaïques : Bourges Plus a prévu des plantations autour des parcs photovoltaïques. Quelles sont les essences privilégiées à imposer pour ce faire en ayant à l'esprit les recommandations du SDIS à savoir lutter contre les incendies par ralentissement de la propagation des feux au sol et évitement par sauts de feux ?

La liste des espèces présente dans le règlement du PLUi n'est qu'une recommandation. C'est lors de la phase d'instruction que nous serons mieux en mesure d'évaluer les essences utilisées au regard du projet.

Q4 - Le PLU de Mehun sur Yèvre dans son article U2 limite la hauteur maximum de l'installation à 2,5 mètres, alors qu'il autorise 3 mètres dans l'article U10 comme hauteur maximum de l'installation au sol ?

La hauteur maximum de 2,5 mètres correspond à des projets photovoltaïques d'autoconsommation de moins de 1 ha en zone économique. Alors que la hauteur maximum de 3 mètres concerne des projets de champs photovoltaïques sur friche.

Q5 - Clôtures pour parc photovoltaïque : Le règlement écrit fixe page 18, pour les clôtures et son grillage, un maillage minimum de 15 x 15 pour le passage de la petite faune. N'est-ce pas un maximum qu'il faudrait lire ?

Il s'agit bien d'un passage minimum de 15 X 15 cm pour permettre la traversée de la petite faune (lapin, rongeur, hérisson, ...). Rien n'interdit aux porteurs de projet d'élargir cette ouverture afin de permettre le passage d'animaux plus imposants, s'ils le souhaitent.

Q6 - Page 42 du règlement écrit du PLU de Mehun sur Yèvre, il est abordé dans l'article N1 la notion d'installations photovoltaïques flottants. Pourquoi ne pas étendre cette possibilité d'installation dans l'autorisation de PLUi ?

Je vous confirme que les installations photovoltaïques flottants sont bien prises en compte dans la modification du PLUi (article N-1 et UL-1 du règlement écrit et page 10 du rapport de présentation des modifications).

Q7 - Une différence d'autorisation de hauteur des positifs entre le règlement du PLU de Mehun sur Yèvre à savoir Article U10 page 14 le règlement dans le sous-secteur US où la hauteur est limitée à 3 mètres et l'article U2 dans les secteurs Ue la hauteur du dispositif est de 2,5 mètres. Qu'en est-il ?

L'agglomération maintient sa règle de hauteur à maximum 2,5 mètres pour toutes les zones qui sont appelées à accueillir des constructions. Là où il n'est pas prévu la création d'immeuble, la hauteur est portée à 3 mètres maximum.